

Pour poursuivre la réflexion

Actualité et crise de l'identité adolescente

Pourquoi la « mauvaise image » des jeunes domine-t-elle l'actualité, en étroite association au risque ? Les comportements à risque peuvent-ils être construits par les contenus des médias ? Comment expliquer des perceptions différentes du risque et de la prise de risque par les jeunes et les adultes ? En quoi la « culture jeune » internationale propose-t-elle une sortie de crise qui n'est pas sans risque pour l'identité ?

Les contenus et comportements à risque qui affectent les jeunes tendent à être différents de ceux qui touchent les adultes. Certes, les jeunes éprouvent de la peur ou du dégoût face à des images difficiles, qu'ils ne comprennent pas ou pour lesquelles ils ne sont pas outillés, comme celles de la violence ou de la pornographie. Ils expriment ce stress au sein de la famille, par des comportements sensori-moteurs (mains sur les yeux ou sur les oreilles, entrées-sorties de la pièce...) et psychosomatiques (mauvais rêves, sommeil entrecoupé, perte d'attention...). Mais les contenus qui les éprouvent sont ceux qui les incitent à se mettre en danger, comme les défis verbaux ou physiques, quand ce ne sont pas d'autres conduites plus excessives encore, comme le suicide ou l'auto-sabotage scolaire (absentéisme, incivilité...), voire des conduites ordaliques, c'est-à-dire des prises de risque gratuites, sans préparation au danger, comme dans le cas de courses-poursuites avec la police.

Surtout, les jeunes éprouvent des paniques scopiques, associées aux pathologies du voir, à l'acte de regarder/être regardé : ils sont inquiets de l'image qu'ils projettent d'eux-mêmes dans les médias et que les médias leurs projettent en retour. Ils sont conscients de la notoriété de leur « mauvaise image », tant collective, sous le stéréotype du gang de banlieue, qu'individuelle, sous le stéréotype du loubard. Ils n'ont que rarement la capacité d'exprimer leur panique face à cette atteinte à leur

intégrité visuelle et symbolique car c'est un groupe peu organisé, qui se mobilise difficilement, quand il ne doute pas de l'action collective. Les médias, par la couverture récurrente de ces conduites extrêmes, tendent à montrer les jeunes sous un jour négatif, notamment dans les programmes d'actualité, JT ou documentaires. La mise en scène de leurs comportements à risque se heurte alors au pacte informationnel que la culture a établi pour légitimer l'action et l'intervention des médias, la norme d'objectivité. La manipulation de la réalité, rendue visible par la surreprésentation négative des jeunes, heurte alors la sensibilité de tous, les premiers concernés tout comme les adultes en proximité. Le contrat spectaculaire peut alors être dénoncé par les communautés d'interprétation, qui s'inquiètent non seulement du manque de socialisation de la jeunesse mais aussi de l'emprise du dispositif des médias. La fonction de participation est ici mise à mal, car l'enjeu est celui de l'engagement des jeunes dans la citoyenneté.

Les phases du processus de la panique-polémique

La panique sur l'identité des jeunes dans l'actualité est relativement récente et offre un contraste fort avec la publicité qui vise les jeunes sur le mode euphorique et ludique, alors que l'actualité les représente sur le mode anxigène et ordalique. Elle est le signe de l'intégration sociale problématique des jeunes, en décalage avec la multiplication des supports, genres et formats qui ont la jeunesse pour cœur de cible. Elle révèle l'existence d'un cinquième âge de la jeunesse, les adulescents, entre 18 et 25 ans, dont la socialisation se concentre sur la formation professionnelle. Dotée du droit de vote depuis les années 1960, cette tranche d'âge se fait souvent le porte-parole des plus jeunes et teste cette arme politique, ce qui n'est pas sans inquiéter le pouvoir installé des adultes.

La phase de Déclenchement tend à mettre en scène des groupes de jeunes en rébellion contre l'autorité des adultes, sous la forme institutionnelle de l'État et de sa police. Les programmes d'information ont fait panique, car l'image des jeunes s'y est trouvée associée à la violence urbaine et suburbaine, avec des retombées politiques dans la réalité non négligeables, surtout en période électorale. Deux paniques récentes sont révélatrices des problèmes sociaux sous-jacents à la représentation des

jeunes : les manifestations avant les élections du 21 avril 2002 et les émeutes d'octobre-novembre 2005. Dans la première, la mobilisation appelant à voter contre Jean-Marie Le Pen a mis la jeunesse au centre de la campagne présidentielle, en association avec l'image positive de la manifestation comme forme d'engagement (par contraste avec la protestation négative de l'émeute). La jeunesse s'est fait le porte-drapeau du rejet d'un parti d'extrême droite et a porté l'émotion de toute la population. Dans la seconde, les jeunes émeutiers brûleurs de voitures et de centres sociaux se sont fait traiter de « racaille » par des adultes se proposant de « nettoyer les cités au Karsher », selon l'expression de Nicolas Sarkozy alors ministre de l'Intérieur. L'allocution du président Jacques Chirac le 14 novembre 2005 à la télévision, pour analyser la situation des banlieues après plusieurs semaines d'émeute, a fait retomber une partie du blâme sur l'ensemble des médias audiovisuels, coupables de n'avoir pas reflété la réalité française.

Ces récits engageants, fortement stéréotypés, proposent deux scripts contradictoires qui créent conflit cognitif et dilemme éthique. Le script de la jeunesse semble en fait dissocié du script des jeunes. La jeunesse est enviable, les jeunes sont peu viables. La jeunesse comme classe d'âge est survalorisée tandis que les jeunes comme catégorie sociale sont dévalorisés. L'actualité a tendance à creuser l'écart des générations et l'opposition jeunes-adultes. Les dispositifs de représentation des journaux télévisés, des talk-shows, voire de certains sites en ligne, tendent à approfondir le fossé, d'autant qu'il n'existe pratiquement plus en France de supports pour l'actualité jeunesse (depuis la fin de « Mon Kanar », sur France 3 en 2005).

Dans la phase de Débat, les communautés d'interprétation tendent à dénoncer ce clivage et interpellent les pouvoirs publics. Les associations de professionnels de la jeunesse et les représentants des familles ont été rejoints par une militance pilotée par le Conseil national de la jeunesse (CNI). Celui-ci s'est révélé particulièrement vigilant sur la question et s'est donné pour objectifs de décrypter la représentation des jeunes dans les médias et de créer un débat public sur le traitement de l'information dans le pays, afin d'interpeller la profession journalistique sur sa déontologie. Les critiques récurrentes développées par le CNI font écho aux arguments des associations, quel que soit leur bord politique. Tous dénoncent les stéréotypes stigmatisants, la logique de casting appliquée aux loubards de banlieue, la reconstitution de la réalité postévénement,

l'association récurrente à la violence et à la délinquance, l'absence de droit de suivi et l'usage abusif du floutage.

L'analyse des régimes de visibilité montre l'existence de plusieurs « scènes », qui cadrent et situent la jeunesse et ses territoires dans la culture. Maxime Drouet en identifie six : la scène scolaire, la scène domestique, la scène policière, la scène éducative, la scène amicale, la scène associative. S'y ajoute désormais une scène supplémentaire, la scène médiatique qui, comme les autres, est régulée par des professionnels adultes. Force est de constater qu'elle creuse les déséquilibres intergénérationnels et tend à confisquer la parole des jeunes au profit des adultes, comme dans le cas des professionnels de l'enfance et de l'adolescence (éducateurs spécialisés, enseignants...) ou des journalistes. Ceux-ci escamotent la logique d'enquête pour lui substituer une logique de casting, où les jeunes sont en jeans-baskets-casquettes. La scène médiatique cantonne les jeunes à peu de rôles, rarement constructifs car ils sont, soit représentés comme victimes, soit comme acteurs de violence, deux positions également stigmatisantes. Le seul rôle positif qui apparaît parfois est celui du surdoué, ce qui est aussi une forme d'exclusion.

La prise de parole des jeunes dans les reportages les concernant est révélatrice des scripts générationnels. Alors que les adultes contrôlent leur parole à froid, dans un cadre professionnel, les jeunes produisent une parole à chaud, dans des territoires aliénés. Plus le reportage met en interaction (directe ou indirecte, par le truchement du montage) des jeunes et des adultes de milieux et de conditions différents, plus le jeune défavorisé socialement sera défavorisé à l'écran. Le traitement des comportements à risque, notamment la sexualité et la violence, est particulièrement révélateur de ce fossé et de la rupture de contrat par rapport au pacte informationnel, du moins dans sa légitimité première, celle de création d'une opinion publique informée. La mise en image de la sexualité des jeunes montre que peu de suggestions leur sont faites en matière de solutions (prévention, sensibilisation, éducation...). Pour ce qui est de la violence, notamment dans les quartiers, elle est souvent représentée par les propos des professionnels de l'enfance, comme si certains jeunes, pour ne pas dire la plupart, n'étaient pas eux-mêmes mobilisés contre la violence dans les quartiers.

Ce sont les dysfonctionnements qui sont mis en avant, sans explication de la logique ordalique qui est avant tout un symptôme de désinsertion

sociale ou un appel à l'aide demandant réparation de l'identité perdue... Les comportements destructeurs des émeutiers détruisant des bibliothèques de quartier ou les derniers commerces restants sont en effet révélateurs d'un sentiment d'aliénation et d'un signe d'impuissance : comme ils ne peuvent s'en prendre aux sources du pouvoir, ils s'attaquent aux biens de leurs semblables, les seuls auxquels ils ont accès, précipitant ainsi la spirale de la colère sur eux-mêmes. De même pour les comportements extrêmes en ligne, du *mo-slapping* aux sites pro-ana, qui tous contribuent à l'amplification de la mauvaise image des jeunes, sans élucidation du malaise profond qui les pousse à ne pas inhiber les schèmes dangereux.

Les lieux d'expression et de libre parole qu'ils fréquentent et alimentent par défaut, comme les émissions de libre-antenne ou de télé-réalité, maintiennent cette mauvaise image, non sans ambiguïté comme dans le cas de « Jackass » (MTV France) où les situations à risque sont nombreuses et ont mené à plusieurs accidents dramatiques (chutes mortelles, brûlures graves) qui ont fait panique. Dans le même esprit, « Fear Factor » (TF1) met en scène des candidats qui doivent affronter leurs pires angoisses (peur du vide, des serpents, des araignées, du feu...). Ces programmes mettent en scène des défis entre têtes brûlées et brouillent les repères éthiques, car ils font passer de l'humiliation pour du courage, tout en banalisant la violence du sadisme et du masochisme.

La même ambiguïté se retrouve sur Internet, dont les plates-formes de libre-échange et les réseaux sociaux fonctionnent avec des logiciels qui formatent la parole, exigent la mise en image, requièrent des informations vitales, et font un suivi de profil à des fins de marketing. Même si le dispositif du Web 2.0 semble plus transparent, il déplace simplement ailleurs les contraintes et donc le problème, sans compter les cas d'exclusion de ces jeunes (ostracisme, bizutage...) et les cas de mise en danger (sites d'incitation au suicide, extensions en ligne d'émissions comme « Jackass »...).

Cette stigmatisation de toute une classe d'âge se fait sans débat contradictoire et explique non seulement la panique des jeunes mais aussi la panique des adultes face à eux, car il semble que tous les schèmes dangereux et les situations-pièges soient convoqués. Elle relève d'une logique d'amalgame peu propice à la compréhension, mais par contre très porteuse de l'augmentation du sentiment d'insécurité dans la population. L'information perd ainsi de sa crédibilité

auprès des jeunes car elle ne s'adresse pas à eux et les sous-représente, quand elle ne les caricature pas, tandis qu'elle touche la bonne cible, les adultes, confortés dans leurs inquiétudes et leurs réflexes sécuritaires, voire policiers.

La phase de Dénouement passe par une série de mesures de protection des jeunes et de leur image, prises récemment mais révélatrices d'un rattrapage nécessaire : la création d'un poste de Défenseur des enfants, en mars 2000, dans une logique de médiation et d'accompagnement des affaires concernant la jeunesse (fusionné en 2009 dans la mission plus diluée d'un Défenseur des droits), le rappel par le CSA en 2004 du « droit à l'image » du Code civil de 1970, appliqué à l'information et la mise en place d'un projet de loi réformant la protection de l'enfance en 2007 rappelant à plusieurs reprises l'intérêt affectif et physique de l'enfant. Ces mesures viennent étayer l'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945 (sur le régime de protection de l'« enfance délinquante ») et l'article 39bis de la loi de juillet 1881, modifiée par la loi du 15 juin 2000 « renforçant la protection de la présomption d'innocence et des droits des victimes ». D'autres textes, comme le Code pénal, consolident la protection de l'identité et de la vie privée, particulièrement de la jeunesse dans son contact avec les médias, s'assurant du consentement de l'adulte à chaque fois que les propos ou l'image d'un enfant sont mis sur la place publique.

Le CSA a répercuté ces notions dans des recommandations intégrées aux nouvelles conventions des chaînes commerciales, et leur traduction se retrouve dans les codes de déontologie des chaînes, comme la charte d'antenne de France 2, qui met l'accent sur le floutage et l'autorisation parentale. Le rôle du CSA se veut ouvert et inclusif, avec des positions affirmatives et volontaristes, révélant une prise de conscience que l'image des jeunes les enferme dans des catégories de sens lourdes de conséquences sociales pour eux. L'institution semble sensibilisée aux dérives de l'information comme du divertissement en ce qui concerne la protection de la jeunesse, en partie du fait de la pression externe des associations de la société civile.

La profession a procédé à sa propre autocritique, ce qui a donné lieu à quelques *mea culpa* publics. Mais elle a porté moins sur le système de production que sur la déontologie, faisant retomber la responsabilité sur le seul journaliste et non sur un dispositif qui pousse au scoop et fait croire en la fatalité des images et des situations. La profession ne veut

pas que le public s'en mêle et préfère édicter ses propres codes éthiques, se méfiant des possibilités de censure, ce qui rend toute critique de l'actualité très difficile. Pourtant, l'insertion croissante de l'actualité dans la logique marchande place les effets de censure là où on ne les attend pas : en focalisant l'attention sur la censure politique et les risques de propagande d'État, le Débat occulte les effets cumulatifs de la censure commerciale sur les pratiques journalistiques. Le journaliste, sous obligation de performance, n'est alors pas le mieux outillé pour en parler et pour s'en défendre.

Cette posture préempte toute critique visant à remettre en cause les dispositifs et les rapports de pouvoir. Et donc, malgré les divers électrochocs que sont les émeutes de banlieue et les comportements à risque, le retour des journalistes aux scripts habituels tend à se reproduire, une fois le souffle de la panique-polémique retombé. C'est donc la tendance longue de la couverture des jeunes par les médias d'information comme de distraction qu'il faut questionner, ainsi que l'absence de journalisme d'enquête, qui récuse l'actualité à chaud. Pour quelques journalistes comme Bernard Loche (« Saga-Cités », France 3, 1990-2001) ou Marcel Trillard (« Les enfants de la dalle », France 2, 1998), combien d'autres qui se soumettent à la pression du scoop et à la facilité du stéréotype ? Difficile alors d'espérer une prise en charge éthique de ce problème par la profession. C'est oublier que le jeune d'aujourd'hui est l'adulte de demain et qu'il ne faut justement pas le cantonner au rôle de citoyen de seconde zone. Traiter la jeunesse comme un problème, voire une classe dangereuse, n'est pas près de résoudre ses angoisses de socialisation, ni de combler le fossé intergénérationnel.

Dilemmes : les idées reçues en Débat, au-delà de la crise de l'adolescence

Les communautés d'interprétation se posent des questions relatives à la construction de l'identité sociale des jeunes par les médias, au rôle des stéréotypes, à la responsabilité sociale de la presse et plus généralement de toutes les professions associées aux médias. Ce n'est pas tant les médias qui sont stigmatisés que certaines fausses croyances véhiculées par la profession sur la fatalité du scoop et sur l'intérêt des images

extrêmes en lieu de commentaire et d'enquêtes de terrain explicatives. C'est le désengagement de la profession et la baisse du rôle de l'actualité comme outil de formation de l'opinion publique et politique qui préoccupent les communautés d'interprétation. L'apparition de nouveaux formats et de nouvelles plates-formes, qui jouent sur l'hybridation entre actualité et fiction, où les jeunes sont encouragés à mettre en scène leur propre actualité, à chaud, fait resurgir les mêmes craintes.

Les stéréotypes accolés à la jeunesse ne portent pas à conséquence

C'est sous-estimer le pouvoir de désignation des clichés et des métaphores et la force de frappe des valeurs qui sont véhiculées auprès des adultes. Des rapports de force se construisent à partir des mots, qui créent des maux, notamment des clivages intragénérationnels tout autant qu'intergénérationnels. Les rapports de force de la scène médiatique opposent le jeune en danger aux jeunes dangereux. La tendance des médias étant à créer de l'empathie pour la victime et de l'antipathie pour l'agresseur, elle creuse l'aversion des adultes pour les pratiques délinquantes qu'ils perçoivent comme dirigées contre eux alors que souvent elles se passent entre jeunes (racket, bizutage...).

Les termes associés aux jeunes sont multiples et utilisés sans précaution : « enfant », « mineur », « étudiant », « lycéen », « collégien » ou encore « 15-25 ans ». De fait, les médias commerciaux tendent à réduire la jeunesse à une classe d'âge pratique pour les grilles de programme, les 15-25 ans, sans tenir compte de la situation cognitive dans laquelle ils sont (sauf en publicité). Sébastien Rouquette distingue les citoyens politiques (à 18 ans) des citoyens civils (à 25 ans). L'indépendance économique et la vie de couple instaurent le passage à la vie adulte, ce qui a des conséquences sur la légitimité de la parole publique, qui n'intervient que dans la citoyenneté civile, et laisse béant le trou entre 18 et 25 ans, un trou exploité par les médias pour rendre « solvable » l'image des jeunes. « Il faut donc commencer à gagner de l'argent pour être écouté (plus exactement pour multiplier par trois ses chances d'être écouté). » C'est la capacité à la consommation qui prédique la capacité à la participation, ce qui laisse peu de pouvoir social et symbolique aux mineurs.

Le regard que les médias portent sur les jeunes a donc une incidence sur leur socialisation au quotidien. Il reflète une société qui ne croit pas en sa jeunesse, voire la stigmatise, malgré toutes sortes de protestations de

responsabilité des adultes par ailleurs. Il ne faut pas s'étonner alors que les jeunes, lorsqu'ils évaluent les médias, se montrent souvent plus conservateurs que les adultes à leurs égards, et moins soucieux de la liberté d'expression que de leur sécurité et de la notoriété de leur image. Consultés sur leur propre perception des droits de l'enfant, lors de la conférence internationale « Promotion of children's rights, awareness rising and information : designing a European strategy », tenue à Monaco en 2006, ils ont placé la protection contre les abus sexuels et les châtiments corporels ainsi que leur droit à être écoutés en tête de leurs priorités. L'écoute représente pour eux une garantie d'échanges d'information sur leur situation réelle, et s'associe à une attente de respect de la part des adultes. Ils insistent aussi sur le besoin de contrôler les médias et d'engager le débat avec eux, pour les amener à ne pas diffuser des informations erronées. Ils sont favorables à l'intervention de l'État pour leur protection, et souhaitent le renforcement des contrôles sur Internet et une responsabilité accrue des fournisseurs de service.

Le rapport *Safer Internet* de la Commission européenne, produit en 2007, conforte cette tendance conservatrice à la demande de protection et fait lui aussi état des mesures de précaution préconisées par les jeunes eux-mêmes. Trois sont récurrentes : les mesures qui peuvent protéger des contacts avec les étrangers, ce qui entraîne la demande d'une signalétique forte, celles susceptibles de réduire les coûts supplémentaires (publicité, jeux, et toute proposition liée à l'acte d'achat) ; celles, enfin, qui protègent les ordinateurs eux-mêmes (contre piratage, virus, sites indésirables...). Ainsi, il y a un fort contraste entre leur utilisation très courante des médias et leur méfiance à l'égard de la façon dont les médias les traitent, ce qui peut expliquer leur désaffection par rapport à l'information.

Les dérapages journalistiques sont le fait de quelques individus isolés

C'est mettre la responsabilité du dispositif sur l'individu, faire passer une situation structurelle pour une disposition naturelle chez quelques professionnels, pour absoudre la profession et ne pas remettre en question l'économie politique des médias. L'absence d'analyse du dispositif est pourtant ce qui empêche tout progrès et qui réinstalle les routines une fois la panique passée. Le filtre du dispositif tend à avoir des effets sur la couverture des jeunes, notamment en donnant la

préséance aux adultes chargés de l'encadrement de la jeunesse, ce que Sébastien Rouquette attribue partiellement à la « professionnalisation de l'espace social » qui tend à survaloriser les catégories qui travaillent (au détriment de celles qui ne travaillent pas, jeunes, chômeurs, personnes âgées...).

La médiation journalistique est elle-même problématique car elle est « contrainte » par la situation d'information : le journaliste doit, dès le départ de l'événement, faire un travail de fictionnalisation, car il arrive après la bataille, littéralement, et se voit dans l'obligation de procéder à une sorte de reconstitution des faits. Il entretient l'illusion d'une information « en temps réel », d'une couverture des événements sur le terrain qui privilégie l'immédiateté afin d'obtenir l'adhésion de l'opinion à des faits dont la gravité implique une temporalité ralentie et une compréhension de l'épaisseur de la réalité. Du coup, là où on attendrait un débat contradictoire, on trouve des contradictions non surmontées, liées par l'émotion – un parti pris émotionnel qui court-circuite le raisonnement et rend difficiles la critique et la dissension.

Les récits qui sont véhiculés et la nature des articulations qui sont proposées aux spectateurs tendent à converger en un seul sens, la mauvaise image. La logique de production, le recours à des routines naturalisées et l'utilisation de scripts stéréotypés ont pour conséquence qu'à chaque situation spécifique, les journalistes réagissent par un discours générique, mécanique. C'est particulièrement visible dans le script des émeutes de banlieue, resserré autour de l'affrontement entre deux camps, les voyous et les policiers. La logique de l'affrontement de deux camps peut permettre de faire fonctionner des scénarii qui n'ont dans leur détail quasiment pas de sens intelligible. Le non-sens est alors subsumé sous une logique globale (celle de l'affrontement) qui le rend acceptable. Pris dans une logique de série, le sens de l'épisode n'a finalement pas beaucoup d'importance. La sérialisation de la couverture des jeunes est alors propice à l'émoussement de la réaction émotionnelle.

La profession s'est embourgeoisée et s'est fait coopter par les élites (peu de reporters sont issus du milieu ouvrier ou des banlieues), même si elle se vit comme un des derniers remparts de la démocratie. Au-delà des convictions personnelles d'individus particuliers, le dispositif qui les encadre est tout aussi responsable et ne leur donne aucun contrôle sur les infrastructures qui l'emploient. Ce dispositif n'est pas aveugle mais

mû par des pressions privatisantes, et il faut se préoccuper des motivations des patrons de chaîne, dans un contexte où la propriété des médias n'est plus le fait des professionnels de l'information mais de la défense (Lagardère, Dassault) et du béton (Bouygues), selon le rapport Lancelot de 2006... À qui profite l'idéation obsédante sur la jeunesse ? Vers quel parti tend le vote sécuritaire ?

*Les émissions et plates-formes de libre-antenne
sont des forums d'expression pour les jeunes*

C'est compter sans la force du dispositif : elles tendent à être organisées par des animateurs (confondus à tort avec des journalistes) qui contrôlent ainsi la distribution de la parole, au détriment des jeunes : leurs interventions sont encouragées, mais à chaud, pour préserver à la fois l'idée de leur authenticité et l'idée de leur manque de validité. Dans ces programmes, à la radio comme à la télévision, les dés sont pipés dès le départ, notamment par le choix des thèmes de débats, qui ne visent que les situations extrêmes et à risque. Les jeunes sont sélectionnés pour venir s'exprimer sur le suicide, le rapport aux parents... au risque de leur propre humiliation publique. Les plates-formes informatiques imposent aussi des contraintes à leur usage « gratuit », leur format suscitant à la fois le téléchargement d'images intimes dans des situations extrêmes et appelant à des commentaires réactifs et à chaud sur ces mêmes images, comme sur les blogs de Skyrock ou les espaces de Facebook, le réseau social le plus utilisé au monde. Les jeunes sont mis dans des situations-pièges d'autant plus inextricables qu'ils sont dans une relation de confiance exploitée par des adultes dont les motivations sont elles-mêmes ambiguës.

Le dispositif cherche à créer des dérapages de la parole et de l'image, sur la prémisse qu'ils feront de l'audience. Il récupère les besoins de rupture et de différenciation des préadolescents et les recycle à des fins de consommation de soi, en les faisant passer pour des critiques sociales spécifiques aux jeunes. Il banalise ainsi une des lois du marché selon laquelle tout doit être décloisonné et qu'aucun espace privé, voire intime, ne doit échapper au déballage ou au babillage public. Mais il faut se poser la question de l'intérêt que peuvent avoir des chaînes commerciales à ce genre d'activité.

Des radios comme Skyrock et Fun sont régulièrement soumises aux remontrances du CSA, pour avoir encouragé des propos homophobes et d'autres obscénités « gravement attentatoires à la dignité de la personne humaine et aux mineurs », comme en 2001 par exemple. Skyrock a même fait l'objet de deux condamnations (dont une amende de 200 000 euros) de la part de l'organisme de régulation. Son patron Pierre Bellanger se donne pour objectif commercial de « rendre l'impertinence solvable », détournant ainsi au profit de sa chaîne la réalité de la contestation et de la rébellion chez les jeunes (il a été lui-même soumis à une action en justice pour corruption de mineur en 2008).

Il ne s'agit pas ici de poser l'innocence des jeunes face à la perversité des adultes, mais de montrer comment les uns intériorisent les messages des autres. Sous des dehors innovants, les programmes et plates-formes qui manipulent l'image rebelle des jeunes et rendent « l'impertinence solvable » font donc preuve d'une grande force conservatrice et d'une grande irresponsabilité sociale et éthique. En profitant de la fragilisation actuelle de l'autorité des parents et des enseignants, ils jouent sur les normes de présentation de soi et les subvertissent par des représentations dont les gratifications dans la vie réelle sont loin d'être établies. Ils promeuvent un individualisme autosuffisant et narcissique, qui n'a pas besoin d'autrui pour s'épanouir. Ils isolent le jeune de la société des adultes car c'est une des clés de la consommation de l'interdit.

Le media training apprend aux jeunes à ne pas parler « à chaud »

C'est une des solutions préconisées pour pallier certains travers de la capture d'images à la sauvette dans les banlieues, et pour permettre aux jeunes de contrôler le contexte de leur prise de parole. Les adultes en position de responsabilité, comme les personnalités politiques ou les professionnels à des postes officiels, le pratiquent assez communément. Ils choisissent aussi le territoire sur lequel ils sont mis en scène, souvent l'institution qu'ils représentent, ce qui leur confère une légitimité supplémentaire, qui, par contraste, fait cruellement défaut aux jeunes de la rue ou des autoroutes de l'information, dont le territoire est beaucoup plus instable et la condition sociale défavorisée (avec les déficits langagiers et linguistiques attenants).

Lorsque les jeunes se donnent eux-mêmes ce *media training*, il est souvent emprunté aux propos des sociologues, qui sonnent faux dans

leur bouche. Ce sont des propos d'adultes sur eux, mal appropriés, sentant le réchauffé ou le surjoué. La majorité des jeunes reste dans l'émotion à chaud et la parole incohérente avec peu de maîtrise sur les sujets traités, l'angle d'attaque et l'action montrée. Ils ne sont pas du tout dans un processus de coproduction de l'actualité, contrairement aux personnalités officielles souvent briefées à l'avance, quand elles ne conçoivent pas les questions elles-mêmes et influent sur le déroulant des émissions.

En fait, le *media training* se passe ailleurs, dans la facilité que peuvent avoir les jeunes des banlieues à parler devant une caméra, à faire des clowneries, à tenir des propos outranciers, qui viennent confirmer leur barbarie comme une prophétie autoréalisante. Certains jeunes peuvent refuser d'engager le débat et décliner toute interaction avec les journalistes ou les réseaux. D'autres ne veulent pas être en reste et peuvent en rajouter dans l'efficacité communicationnelle, qu'ils dissocient bien du mensonge ou de la vérité de leur situation. À la médiatisation négative, ils répondent par le surjeu ou la surexposition, rivalisant avec les adultes et retournant paradoxalement le stigmate à leur avantage (« trop fort ! »). Cette forme d'interaction est en fait un comportement à risque nouveau, un risque médiatique, et les jeunes peuvent mal s'en protéger car ils y trouvent aussi un certain intérêt, et ne sont pas toujours capables de déjouer les situations-pièges.

Les médias numériques permettent de dépasser les problèmes créés par les médias audiovisuels

L'éthique du dilemme est aussi testée par les nouveaux schèmes dangereux et situations-pièges rendus possibles par la fonction de participation, exacerbée sur les réseaux sociaux d'Internet. De nouveaux contenus et comportements à risque apparaissent, qui n'ont pas manqué de relancer les controverses sur la mauvaise image des jeunes. Ils croisent les craintes issues des représentations de la violence, la pornographie et la publicité, montrant la profondeur de leur fonctionnement cognitif sous-jacent. Selon Sonia Livingstone et Andrea Millwood-Hargrave, ils se résument à 4 « C » : Contenu, Comportement, Contact et Consentement. Le contenu tient au bichonnage précoce des jeunes, par exposition à des images et des sons illégaux, voire interdits (racisme, négationnisme, matériaux pornographiques...) ; le compor-

tement fait émerger de nouvelles attitudes en ligne (vol d'identité, divulgation de secrets, victimisation, mise en danger de soi...) ; le contact est lié à la sollicitation inappropriée des jeunes (intérêt sexuel, pédophilie, offre de rencontre, offre d'achat...) ; le consentement est lié à la commercialisation croissante qui implique des technologies d'extraction de données qui peuvent être intrusives et qui passent par des offres de service avec des contrats dont les termes de consentement sont volontairement abscons, et répondent aux besoins du marketing *one-to-one* par intimidation plus que par choix librement consenti.

Les effets à long terme sur la socialisation de ces « 4 C » sont « sensibles » selon le processus de résonance sélective : une fois que le mal est fait, il est irréversible, en ce qu'il continue à circuler dans les schèmes de représentation mentale et à générer du stress, même s'il est bien moindre qu'un acte réel de violence ou de viol. Des juristes comme Daniel Solove signalent le besoin de prendre en compte de nouvelles formes d'infraction à la vie privée et à l'intimité, comme la vulnérabilité, la réputation, les dommages émotionnels et psychologiques, ainsi que les relations qui peuvent avoir des effets de gel sur le comportement et la construction de l'identité, comme l'humiliation, la diffamation et les autres attaques pouvant affecter la dignité de la personne. L'irréversibilité est ici relayée par le fait que la mémoire des réseaux peut faire circuler les images ou les paroles de nombreuses fois, créant des traumatismes subtils mais durables. Les jeunes peuvent devenir prisonniers de leur passé et ne pas avoir de seconde chance, ce qui peut affecter pour longtemps leur équilibre. La maîtrise des risques afférant aux contenus et comportements à risque devrait tenir compte de la courbe d'apprentissage et permettre aux jeunes le droit à l'erreur et le droit à l'oubli, ce à quoi travaillent certaines législations en France comme au Conseil de l'Europe.

Légiférer sur les termes de service proposés par les fournisseurs d'accès relève de la même logique qui pénalise certaines transgressions de prohibitions : ce sont des actes coercitifs et il faut protéger la victime contre elle-même, même si elle se dit consentante. Le droit à la dignité comme à l'identité est inaliénable, et inciter les jeunes à s'en défaire ou à y renoncer n'est pas légalement et moralement acceptable. La tyrannie de la majorité, déjà notée dans les cours de récréation, fonctionne aussi sur les réseaux sociaux, où Internet joue en outre un rôle de superpair, dont le dispositif est intimidant car il donne accès ou non à la promesse

d'inclusion et de participation. Le droit à la liberté d'expression peut être ainsi sérieusement écorné par l'apparence de consentement... D'où la pression pour des filtres de contenu à l'usage des parents et certaines actions des pourvoyeurs de service en direction de chartes de bonne conduite, pour montrer un tant soit peu leur responsabilité sociale.

Les jeunes ont de tout temps été en opposition à leurs familles

Claire Brisset, ex-Défenseure des enfants, dans son rapport *Les enfants face aux images et aux messages violents diffusés par les différents supports de communication* de 2002, démystifie la qualité de cette opposition, en présentant l'adolescence comme une période normale de maturation physique et psychique de l'individu, qui implique des discordances passagères entre l'adolescent et son environnement. Elle reconnaît l'existence de la dissonance cognitive et des moments de régression et d'équilibration. Elle souligne les retentissements différenciés de ces évolutions selon le point de vue de l'enfant ou de l'adulte.

La cognition sociale associe les changements physiologiques et psychologiques que connaît l'adolescent à la nécessité de construction de son identité, qui passe par un besoin accru d'indépendance : après l'attachement de l'enfance vient le nécessaire détachement de l'adolescence. Cette quête d'indépendance se fait tout d'abord par rapport à l'entourage proche, ce qui met la famille au sein de la relation conflictuelle. Mais celle-ci est nécessaire pour la reconnaissance d'une existence indépendante par les autres, et les jeunes ont besoin d'une certaine résistance des parents pour se repérer et se construire. Toutefois, l'adolescent est aussi en besoin de reconnaissance de son indépendance par rapport à l'entourage des adultes en général, que ce soit sur la scène scolaire ou la scène médiatique. C'est pourquoi il lui arrive d'agir de manière excessive et de s'engager dans des conduites à risque. Il s'agit d'attirer l'attention sur son individualité par une mise à l'épreuve de la capacité d'attention des adultes.

Philippe Jeammet souligne le paradoxe de cette attirance pour le conflit : « L'adolescent se retrouve ainsi confronté aux deux angoisses humaines fondamentales : la peur d'être abandonné si personne ne s'occupe de lui et la peur d'être sous influence, s'il fait l'objet de l'attention d'autrui. » Ce paradoxe relationnel est propre à l'adolescence

mais ne doit pas cacher que les menaces extérieures sont aussi des ressorts majeurs de la crise adolescente, surtout lorsque s'y ajoutent des difficultés relationnelles. De fait, lors de sa prise progressive d'indépendance, l'adolescent se retrouve confronté à la norme d'internalité, qui le contraint à évaluer ses propres capacités et à s'évaluer face aux normes sociales où le succès scolaire, sportif, et, de plus, la réussite communicationnelle sinon médiatique, sont des valeurs fondamentales. Le revers de la médaille de la réussite est celui du manque de succès qui, du coup, associe la construction identitaire à la peur de l'échec, au risque d'être contreproductive. Le paradoxe se corse lorsque la norme sociale est remise en cause par la scène médiatique. Elle peut produire chez la plupart des jeunes le sentiment qu'ils ne sont pas dans la norme s'ils ne s'avèrent ni violents ni toxicomanes, et s'ils n'ont pas de relations sexuelles de type pornographique. La glorification et la banalisation des schèmes dangereux et des situations-pièges associées à toute une classe d'âge peuvent conduire les adolescents à penser que les comportements transgressifs et extrêmes sont devenus la nouvelle norme sociale.

*Les médias sont des espaces de consolation
pour des jeunes abandonnés par des parents démissionnaires*

C'est notamment ce que voudraient nous faire accroire des programmes de télé-réalité qui se focalisent sur la « vérité » des familles, comme « Y'a que la vérité qui compte » (TF1) ou « Super Nanny » (M6). Leur dispositif vise à prendre des cas extrêmes et dysfonctionnels, dont la représentativité plonge dans la perplexité, à en juger par les appels à témoins lancés en fin d'émission (enfants abandonnés, frères fâchés à mort, etc.). Sur le plateau, la révélation de certains secrets introduit de nouvelles formes de brimades et de cruauté, de sorte que les souffrances privées sont déplacées, pas abolies. Ce qui est montré est tacitement construit comme ne pouvant jamais devenir un indice du comportement de tous, et c'est là toute l'ambiguïté. Chacun est renvoyé à l'isolement de son cas particulier, mais la banalisation de ces particularités peut les faire passer pour la norme.

La télé-réalité procède ainsi à la « désintermédiation », comme le monde de la finance : elle réduit les intermédiaires entre elle et chaque individu, dans un processus de désaffiliation qui sépare les enfants des

parents. La famille constitue un obstacle de par sa culture propre, ses formes d'autorité et ses valeurs dominantes, qui ne sont pas dans l'échange commercial mais dans les biens relationnels. Le média vise à changer le statut de l'intermédiaire, plus encore qu'à le supprimer. Car cet intermédiaire familial ne disparaît pas. Il peut, soit être amené à modifier son rôle, soit être coopté par la télévision elle-même ! Ainsi, il ne faut pas s'étonner de voir certains parents « inviter » leurs enfants sur le plateau pour s'excuser ou pour les mettre en jugement.

L'espoir d'une possible réparation et la consolation *a posteriori* se présentent désormais comme l'idéologie de la famille, pour compenser le fait qu'elle soit décomposée, recomposée, imposée, etc. C'est une compensation paradoxale, de celle qui, sous forme d'un progrès, produit sa propre négation. Certains peuvent y discerner l'immense désir d'une famille « Ricoré », classique. D'autres peuvent y repérer un retour sur parentalité de la génération des baby-boomers (la majorité du public de ces programmes), avec une revanche des enfants sur la permissivité des soixante-huitards. D'autres enfin voient en ces émissions un des lieux où se joue l'utopie d'une forme d'émancipation familiale. Provisoirement réalisée, vite défaite par l'arbitraire du jeu, car telle est la forme de socialisation que la télévision préconise..., et qui n'est pas pour renforcer l'union des familles.

*La mise en crise de l'image de la famille dans les médias
est le reflet de la réalité*

Cette proposition nie la réalité de l'évolution des familles françaises, passée d'un style autoritaire dans les années 1960 à un style libéral dans les années 1980 pour adopter le style participatif actuel. Dans la famille participative, les parents négocient la plupart des décisions avec leurs enfants, lesquels ont un rôle prescripteur bien remarqué par les publicitaires et annonceurs. François de Singly la qualifie de « famille relationnelle », soulignant l'importance des liens interpersonnels ainsi tissés dans ce nouvel ordre familial qui n'est pas antifamille, mais s'est recentré sur l'attention aux enfants.

Présenter les jeunes comme en conflit par rapport à la famille est abusif, dans une situation où ce sont parfois les parents qui se sentent minoritaires et où l'absence de résistance parentale peut faire crise. L'esprit de famille n'est donc pas si menacé que cela ; il est plutôt devenu

multiforme, conforme à la géométrie variable des rapports conjugaux et parentaux : couples divorcés, séparés, recomposés, pacésés... Les médias ont donc tendance à dramatiser, à banaliser le malaise des familles, sans que cela représente la réalité des familles d'aujourd'hui où l'autorité des parents est bénigne, et le désir d'enfant conjointement choisi (en raison des nombreux moyens de contraception à disposition de la femme comme de l'homme) crée des formes de parentalité stabilisées autour des jeunes.

Les recherches en cognition suggèrent que la place de l'enfant dans la fratrie donne lieu à conflit et à construction identitaire, pas seulement dans la concurrence pour l'attention des parents, mais dans la comparaison des compétences et des capacités d'indépendance, exacerbées par la différence d'âge. Il faut aussi compter sur l'effet de cohorte, qui prend en compte la démographie générale d'un pays et rappelle l'importance du contexte historique dans la construction de l'identité sociale et culturelle de ses membres. Les baby-boomers sont certainement à mettre dans cet effet de cohorte, avec la philosophie soixante-huitarde qui leur est associée, en phase avec l'avènement des écrans analogiques. Leur progéniture, active depuis les années 1990-2000, apparaît comme une queue de cohorte importante, en phase avec les écrans numériques. À chaque génération son mode d'expression privilégié.

Les comportements à risque relèvent d'un rite de passage difficile

Les médias le mettraient en scène car il n'est plus reconnu ailleurs dans la société. La fonction des rites traditionnels consistait, par l'initiation, à faire intégrer à l'adonnaissant qu'il doit respecter certains tabous (sur la sexualité, sur la violence...) et accepter certaines restrictions sur les comportements, notamment l'inhibition des schèmes dangereux, pour permettre un épanouissement de l'adulte en société. Ces interdits universaux ne sont pas sans nécessité émotionnelle : ils sont censés protéger son intégrité psychique, car il est vital, pour se constituer, d'être séparé de ses parents. Dans les sociétés traditionnelles, le rituel se pratiquait dans le secret des lieux d'initiation à huis clos, autour du pic d'internalité, entre 10 et 14 ans. Désormais il a lieu dans les confessionnels ouverts de l'environnement des écrans où les jeunes sont encouragés à toutes sortes de transgressions et de représentations non sollicitées, sans médiation des adultes. Se pose ainsi la question du rite de passage dans nos sociétés

médiatisées. S'agit-il encore du même phénomène ? A-t-il bien toujours la même fonction d'inclusion dans le monde des adultes ?

Les médias instrumentalisent la prise de risque des adolescents en la transformant en spectacle, qui laisse peu de place à la pudeur, pourtant une des dispositions de la jeunesse associée à la peur de la violation de l'intimité et à la crainte de l'échec. Les programmes audiovisuels ou espaces virtuels qui exposent l'intimité, voire l'extimité des jeunes, violent la loi du rituel, car ils font apparaître les comportements de transgression comme la norme, en pleine place publique, à chaud. Du coup, l'interdit entre les générations ne peut plus être réciproque, car comment interdire aux enfants ce que les adultes s'autorisent si ouvertement eux-mêmes ?

Selon Michel Fize, « la crise d'adolescence n'a pas de raison d'être, lorsque les revendications des adolescents peuvent être socialement satisfaites ». C'est lorsque les attitudes parentales ou sociétales n'acceptent pas le processus d'autonomisation des jeunes, leur « empouvoirement », que la révolte des jeunes se manifeste, car la construction d'une identité séparée quoique solidaire ne leur est pas reconnue. Les comportements adolescents ne sont donc pas exclusivement liés à une nature humaine biologiquement figée mais à la réaction de l'environnement, notamment des adultes qui n'ont pas toujours le courage de leurs opinions et l'honnêteté de reconnaître leurs faiblesses.

De fait, la période actuelle scelle la fin de l'apogée de l'adolescence, de l'idéologie de la jeunesse par la génération même qui en a bénéficié le plus. La génération de 1968 est tentée de stigmatiser la génération suivante, qui lui vole ses rêves juvéniles et lui apparaît moins libérée et moins jouissante qu'elle. Cette cohorte d'âge très importante a bénéficié et bénéficie encore d'une relative prospérité économique et du contrôle des instances politiques et médiatiques. L'investissement publicitaire et imaginaire se fait encore à beaucoup d'égards en sa direction, confortant son jeunisme. Elle ne peut que se sentir menacée par le nouveau groupe rival qui monte et qui, à bien des égards, ne partage pas les mêmes valeurs.

*Réglementer l'image des jeunes ouvre la porte à la censure
et à ses vieux démons*

C'est l'argument du laisser-faire par excellence, la liberté d'expression politique étant mise à égalité avec la liberté d'expression commerciale.

La légitimité de l'actualité, qui l'a historiquement mise à l'abri du droit de regard de la censure, repose sur le pacte informationnel des Lumières, par lequel l'actualité est censée produire du débat social et une opinion publique critique et capable de s'exprimer par le vote. Une information libre et plurielle est donc la marque d'une démocratie en bonne santé, et tous les régimes autoritaires se sont révélés comme tels en partie par leur contrôle de l'information par la censure et la propagande.

Ce pacte informationnel s'est vu réinvesti après-guerre avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont l'article 19 consacre la liberté d'expression. Le pacte de responsabilité à l'égard des mineurs s'est vu lui aussi doté d'une Convention des droits de l'enfant qui met en avant la protection et la participation des mineurs dans la société, avançant également la promotion de leur expression (articles 13 et 17). Dans les débats sur l'image des jeunes, les producteurs et diffuseurs instrumentalisent la Déclaration pour se déclarer contre la protection de l'image des jeunes : l'argument commercial de l'insolence solvable est escamoté, pour avancer l'idée que les régimes autoritaires pourraient se prévaloir de la censure à l'égard des jeunes pour l'étendre à d'autres groupes ou types d'idées... Quant aux communautés de pratique autour des jeunes, elles se prévalent de la Convention pour mettre l'intérêt de l'enfant en avant, l'argument étant que la dignité et la santé physique et psychique des jeunes sont essentielles pour faire un adulte épanoui. Et les deux camps se regardent en chiens de faïence, sans avancer, comme s'il y avait dissolution de continuité entre les âges...

Cette opposition est pourtant caduque, car la protection des mineurs peut s'envisager comme une assurance sur la vie, pour prévenir les abus contre la liberté d'expression. Un jeune dont l'expression est respectée, dont l'image est bonne, intègre les avantages d'une information libre. Lorsque ce n'est pas le cas, la méfiance s'installe et l'adulte issu de cette mauvaise image ne voit aucun intérêt à se battre pour ce droit fondamental. Le désamour actuel entre les jeunes et les journalistes signale l'urgence de rétablir le lien de confiance brisé. La demande expresse de signalétique, de contrôles parentaux, de programmes dédiés aux jeunes et sensibles aux différences d'âge se justifie aussi pour prévenir les assauts d'un État autoritaire qui voudrait pratiquer la censure par ce biais. Si ces garde-fous sont appliqués, tout État pratiquant la censure

de la liberté d'expression des adultes est alors obligé de le faire expressément, sans pouvoir utiliser le motif de la protection de la jeunesse, s'exposant ainsi à la critique nationale et internationale.

La confusion entre protection des mineurs et censure est donc contre-productive, d'autant que le droit pose d'autres garde-fous, notamment en posant les principes pragmatiques et opératoires de l'efficacité, l'intentionnalité et la proportionnalité, principes incluant une révision régulière des seuils de tolérance, comme l'illustre la recommandation du Conseil de l'Europe sur l'autonomisation des jeunes en 2006. C'est aussi négliger l'évolution historique de la tutelle des adultes en relation à la représentation légale de l'adolescent. Pour certaines situations, le droit français reconnaît l'autonomie de l'adolescent, en lui accordant le droit au consentement et l'aptitude à décider seul, sous réserve ou pas de l'acceptation parentale. C'est le cas notamment pour l'interruption de grossesse, la demande de contraception, le mariage ou certaines actions en justice (relevant de questions de violence). Les conditions de cette autonomie (qui implique une responsabilité pénale dès l'âge de 13 ans pour certains délits) mettent l'accent sur l'importance de la médiation des adultes pour aider les jeunes à assumer leur liberté d'expression.

La construction de l'identité des jeunes n'est pas l'affaire de l'économie des médias

C'est l'argument libéral de l'autorégulation par le marché et par les médias eux-mêmes, qui autorise à se décharger de toute responsabilité sociale. Il tend à nier les contradictions créées par les médias sur l'image des jeunes, la publicité venant ici en contre-distinction de l'actualité. L'image des jeunes est positive quand il s'agit de les représenter en prescripteurs d'achat et consommateurs d'objets ; elle devient négative quand il s'agit de leur donner une représentation politique et une action dans l'économie réelle. Elle semble désormais se caractériser par un certain nombre d'invariants psychologiques, de descripteurs qui la caractérisent : le langage d'initiés (les tags, le verlan...), les loisirs (autour de la musique et du sport), l'habillement (autour des marques), et les attitudes volontairement décalées par rapport aux attentes des adultes. L'économie politique des médias suit de très près ces tendances à l'« impertinence solvable », et les produits de consommation sont modelés sur les besoins de rupture ou d'originalité de la jeunesse, à des fins de consommation. L'économie joue un rôle non négligeable dans la

production de ces « types » de l'adolescence. Elle a des répercussions sur l'évolution « tout au long de la vie » de ces jeunes, dont les goûts et attitudes se forment alors et perdurent à l'âge adulte. Lorsque l'adulte se met à fonctionner dans son « régime moyen », pour reprendre l'expression de Pierre Baltes, ayant appris à se connaître et à gérer les chutes et rebonds de l'équilibration à la Piaget, une relative stabilité des comportements s'installe. L'économie des médias joue alors sur le recyclage culturel de ses représentations pour poursuivre le processus de socialisation et renforcer la naturalisation des habitudes de consommation établies dès le plus jeune âge. Ce recyclage est visible dans certaines pratiques publicitaires jouant sur la nostalgie, ou encore dans des médias de niche, comme les chaînes dédiées aux séries, à certains styles musicaux, etc.

La focalisation sur la jeunesse tend à créer un angle mort sur le développement de l'adulte et de la personne âgée. Elle masque notamment la crise du milieu de vie ou de la maturité (« le démon de midi »), qui peut expliquer en partie le jeunisme si présent dans les représentations médiatiques actuelles, un jeunisme qui affecte également les cadres et les décideurs des médias, eux aussi touchés par l'angoisse du temps qui passe et les transformations de l'identité inhérentes à la diminution des possibilités de choix (sexuels, amicaux, professionnels...). En position de pouvoir, ils ont un impact sur l'offre médiatique et les choix de contenus qui y sont privilégiés, y compris ceux qui clivent les générations. Ces soixante-huitards en jeunesse éternelle regardent d'un mauvais œil ces jeunes qui s'appêtent à assumer ces mêmes rôles. La culture de contrôle est ici en mal de passation de pouvoir et renforce le dispositif panoptique à son avantage, creusant l'écart entre les actes de regard et de parole. Ces changements générationnels confusément perçus sur le mode de la concurrence les mènent à une modification plutôt négative de la perception de l'identité des jeunes tout en glorifiant la jeunesse. Les mécanismes de défense et les blessures narcissiques d'une génération peuvent ainsi venir perturber l'évolution des médias et affecter la génération montante, en désir d'avenir frustré.

*Les comportements à risque sont génétiquement programmés
et les contenus à risque suivent donc leur pente naturelle*

Le phénomène des brimades-défis que les jeunes subissent ou se font subir entre eux peut s'expliquer par les grands changements qui se

passent à la préadolescence et à l'adolescence, période d'intense construction de l'identité et pic de la norme d'internalité. Les conduites à risque sont reliées au développement du cerveau et aux modifications du corps attenantes (masse musculaire et mammaire, radicalisation des différences physiques entre sexes...). Cette période d'élagage doublée de résonance sélective, encore mal contrôlée par l'individu, s'accompagne de grands orages chimiques et hormonaux, où les émotions sont soumises à de hauts voltages, avec des alternances instables de phases d'excitation et d'euphorie suivies par des phases de dépression et d'apathie. Certains jeunes peuvent avoir alors des conduites extrêmes, chez certains liées à des troubles psychologiques, qui mettent le corps en danger, comme l'anorexie, la boulimie, le suicide, la dépendance aux jeux ou aux drogues, les sports extrêmes...

Erik Erikson décrit cette phase comme une période de « moratoire » entre l'enfance et l'âge adulte, où le jeune est confronté à une multitude de choix et de défis, sur lesquels il répuge à se fixer car il en sent l'irréversibilité chez l'adulte. C'est une époque d'indétermination qui est prolongée par l'environnement social, vu le recul dans les sociétés développées de l'entrée dans le monde du travail et de la parentalité. Face à ce sentiment immense de choix, l'adolescent répuge à s'engager sur le long terme tant qu'il n'est pas allé au bout de l'exploration, parfois extrême, de ses potentialités. Cette indétermination engendre d'ailleurs de l'angoisse car le dilemme tient à la nécessité du choix et à son impossibilité, impliquant des capacités de prévisibilité qu'il ne maîtrise pas encore (choix d'un métier, d'un partenaire amoureux...). Il ne peut réagir qu'en s'exposant à toutes sortes d'expériences, par simulation, par vicariance et par engagement physique et psychique, ce que les médias lui proposent à profusion.

Les comportements à risque peuvent alors être en résonance avec les contenus à risque. Leur mise en spectacle publique introduit une confusion dans les niveaux d'instrumentalisation et les effets non calculés et secondaires de cette médiatisation. Les dangers des conduites à risque associés à l'exploration des relations avec l'adulte font aussi partie des difficultés à gérer, et ils ne sont pas à négliger – quoique trop médiatisés par rapport à leur importance dans la réalité : les prédateurs pédophiles, les ventes plus ou moins licites de drogue, les expériences amoureuses non protégées (malgré les MST et le sida). Ces conduites à risque en général n'affectent pas la majorité des jeunes mais ceux qui sont aux

marges, en difficulté, ou encore les curieux, jamais à l'abri d'une mauvaise surprise. La navigation et la recherche de l'autonomie peuvent, soit mettre tout adolescent en contact avec ces tendances sans qu'il l'ait cherché, soit pousser un adolescent équilibré à se mettre en danger, d'autant qu'il a l'impression que le risque est à distance, soit faire passer des conduites atypiques pour la norme auprès d'adolescents en proie au doute identitaire.

L'explication cognitive de la crise de l'identité adolescente : le rapport coût-bénéfice

De l'adonnance à l'adulthood, les jeunes sont pris dans le tourbillon des émotions, elles-mêmes reliées à la motivation et aux récompenses de l'action. Les récompenses de l'action sont basées sur les expériences accumulées, qui permettent de prédire les comportements futurs de l'environnement (et des autres). D'où l'urgence de ne pas choisir, d'explorer la nouveauté, de préserver l'irréversibilité. Les jeunes se construisent ainsi leurs repères, qui leur serviront de GPS, de système de positionnement global, notamment sur la base des bénéfices possibles liés à la prise de décision et au passage à l'action. Ils se construisent aussi leur réputation et une certaine notoriété entre leurs pairs, qui fait partie du rapport « coût-bénéfice » ou du scénario « pertes et profits », spécifique du calcul de l'utilité sociale propre à la norme d'internalité. L'engagement de l'adolescent puis de l'adulte est associé à ce système de gratifications, de gains compensatoires ou de pertes contrôlées. Il fait fi de la dichotomie artificielle entre raison et émotion, car les deux se nourrissent l'une de l'autre, dans ce système interactif où domine l'économie complexe du rapport coût-bénéfice. Ce rapport n'est pas génétiquement déterminé, mais associé au processus de résonance sélective et de socialisation.

Les développements cognitifs sur cette socialisation confirment tous que les traits de base de l'identité suivent un processus d'empilement : l'enfance met en place un certain nombre de comportements autocentrés, tandis que l'adolescence marque une nouvelle avancée de ce processus dynamique, avec un intérêt pour le moi dans sa relation aux autres qui déjà annonce l'adulte. L'identité se construit donc dans l'image de soi-

même (l'espace intime) et l'interaction avec l'image que les autres renvoient (rejet, respect, reconnaissance, indifférence...). Cette configuration est ouverte et évolue au fur et à mesure que de nouvelles expériences viennent s'y agréger. Elle change grâce au processus de socialisation, qui permet à chaque individu de trouver sa place dans la société, son espace fonctionnel et potentiel, sa niche bioculturelle en quelque sorte.

La tendance à l'exploration de la nouveauté et les récompenses qui peuvent en résulter sont alors incitatives à la prise de risque. La curiosité est souvent une valeur dans les sociétés, malgré tous les contes qui tendent à en prévenir les désavantages, comme le souligne Jacques Gonnet. Les héros positifs sont souvent de grands curieux, représentés dans des situations extrêmes, à haut risque. La vogue internationale des *fantasy* à héros multiples, traversant tous les âges de la jeunesse comme *Harry Potter*, *Narnia* ou *Percy Jackson*, reflète bien la validité de ces récits engageants qui se focalisent non pas sur des contenus à risque mais sur des contenus à incertitude : les héros changent brutalement de statut, suite à une révélation sur leurs origines réelles, et ils passent le reste de la saga à découvrir la totalité de leurs talents et à repérer leurs ennemis et leurs amis. La mise en danger personnelle est toujours discutée par le groupe héroïque et mesurée en rapport aux bénéfices que cela rapportera au groupe et pas à l'individu... La *fantasy* permet l'expérimentation avec l'inconnu, la mesure des limites de la performance, la nécessité de la collaboration et de l'intelligence collective pour résoudre les problèmes. Elle illustre le besoin d'inhibition des schèmes dangereux par l'activation des opérateurs constructifs.

En effet, les jeunes manquent d'information sur le risque, ils n'ont donc pas développé les mêmes mécanismes de blocage ou de contournement que les adultes sur le danger et la peur. Ils y voient un avantage possible de se présenter mieux, d'être mieux vus, de se réactualiser constamment. Ils n'ont pas encore en tête, dans leur base de données à long terme, les schèmes dangereux liés à la reconnaissance d'une situation et n'activent pas toujours les opérateurs d'inhibition face au danger. La prise de risque vient de leur volonté de découvrir ce qui se passe dans des conditions difficiles, des situations-pièges, d'où les cas extrêmes de conduites ordaliques.

Cette configuration cognitive ouverte de l'identité, qui aboutit à la construction de la personnalité plutôt que du « caractère », s'inscrit

partiellement en faux contre les théories du développement qui ne sont pas dynamiques, et tendent à fixer les traits du comportement dès la petite enfance, souvent en relation à des pathologies et des dysfonctionnements associés à la petite enfance. La cognition sociale ne nie pas ces conditions associées à l'environnement familial, mais elle en prolonge la durée jusqu'à l'âge adulte et souligne que d'autres environnements aident à la construction de cette personnalité (les pairs, les adultes référents à l'école ou dans les médias). Elle met plutôt en avant la notion de voix personnelle et d'ancrage de cette voix dans un sujet pensant, qui est un interprète, un évaluateur constant des scénarii que lui propose l'existence.

C'est ce processus d'interprétation qui amène l'individu à faire des prédictions à partir de sa mémoire et à inventer des mondes symboliques et imaginaires pour l'aider à faire sens de son vécu. Il utilise tout un répertoire de stratégies et s'appuie sur un environnement enrichi pour trouver l'échelle d'interactions humaines qui convient à son bien-être. Les jeunes le savent bien, qui se comportent de manière très différente à la maison, à l'école ou avec les copains. Ce n'est pas qu'ils bafouent systématiquement l'autorité des parents ou des enseignants : ils s'entraînent à vivre dans plusieurs situations et ils réalisent la complexité que cette cohabitation de contextes implique, sans faire le choix de l'un contre l'autre mais en tentant de concilier l'un avec l'autre.

Les risques du dispositif des médias : l'addiction aux risques

Les médias eux-mêmes sont des super-pairs qui surfent sur la quête d'efficacité communicationnelle des préadolescents et adolescents, en attente de reconnaissance sociale par le succès médiatique, étant donné le manque de valorisation de leur groupe d'âge par ailleurs. Ils valorisent une construction de l'identité bâtie sur des stratégies de présentation de soi (« savoir se vendre »), que ce soit dans l'information ou dans la fiction, sur les réseaux de niche ou les supports de masse. Ils fournissent à ceux qui s'y prêtent des procédures de comportement par observation et imitation, associées à des gains sociaux attendus (réputation, rétribution...).

Acquérir ces attitudes ne rend pas nécessairement les jeunes discriminants sur le message absorbé, ce qui ouvre la voie à toutes sortes de manipulations de la part des adultes. Les jeunes exhibant leur intimité sur les réseaux ne reçoivent pas le message d'opprobre social ou bien passent outre, car ce qui les intéresse, c'est l'usage qu'ils peuvent faire de ces plates-formes pour leur propre présentation. Ils sont capables de dissocier valeurs et procédures... et de choisir ces dernières. Ils apprécient leur format participatif et performatif et se fient à la figure d'autorité non directive qu'est l'animateur-grand-copain ou le webmestre-pair-et-pote. Ils apprennent à articuler le rapport coût-bénéfice et pensent que les promesses et les bénéfices (visibilité, utilité, gloire...) l'emportent de loin sur les pertes et les risques, même s'il peut s'avérer y avoir des pièges du fait de l'agenda caché des médias, qui visent leur propre glorification.

Si malgré les situations-pièges, les jeunes continuent à utiliser les médias, c'est qu'ils y voient des bénéfices cachés, toujours associés à la nécessité de prévoir l'avenir en se basant sur l'expérience passée, si caractéristique du fonctionnement du cerveau pour gérer l'incertitude de l'environnement. En fait, plus un environnement est incertain et en mutation rapide, comme c'est le cas actuellement, et plus il est possible de prédire que les jeunes utiliseront plus de médias plus longtemps et plus souvent. Les productions médiatiques actuelles sont consommées par les jeunes pour établir des bases pour leur futur, en ne se servant pas seulement du passé, sur la base de projections et de simulations. À ce titre, les médias sont bien des prothèses extensives pour le traitement de l'information et la prise de décision. Ils permettent, littéralement, la projection dans une situation, sans déterminisme spécifique, du fait notamment du système ouvert qu'est le cerveau, dont la plasticité est nécessaire pour un ajustement réussi à des temps incertains. Les conduites à risque peuvent être tentantes pour certains jeunes parce qu'elles agissent comme des raccourcis de savoir ou d'expérience. Ce sont des actions qui peuvent rapporter gros si elles réussissent, tant en expérience acquise qu'en prestige social et en bénéfice utilitaire. Certains vont donc choisir les actions qui assurent le plus de bénéfices, ce qui est associé à une plus grande prise de risque. Par rétroaction et proaction (*feedback* et *feedforward*), de nouveaux schémas de récompense et de validation de la prise de risque peuvent se mettre en place, diffusés par les médias, sous des formes complexes et inattendues.

La réception des médias, sous toutes ces formes, relève donc de l'apprentissage précoce qui mène à la socialisation, comme façon de déduire l'avenir, sans nécessairement reproduire le passé à l'identique. La socialisation, dans ses liens à la motivation pour l'emploi et la diffusion des médias, fournit le moteur d'usage de ces prothèses extensives et intrusives. Elle pousse à une forme d'apprentissage du type exploratoire, par vicariance et performance, qui relève de l'autoformation, non relayée par l'adulte.

À ces avantages, il y a une face cachée, qui tient à l'addiction au risque, surtout en l'absence de l'adulte. Se pose la question du rapport addictif aux médias, notamment dans le cas des jeux vidéo où les joueurs en oublient le sens du temps et les nécessités de base (se nourrir, agir en famille...). Si les médias agissent comme des substituts à la drogue, c'est que, sans ingestion de substances psychotropes, ils peuvent toutefois solliciter les neurotransmetteurs du plaisir et de la récompense. Ce faisant, ils peuvent produire des formes de dépression plus ou moins larvée et un émoussement des sensations qui incitent à rechercher des modes de consommation de plus en plus poussés. Ainsi les amateurs de pornographie passent-ils progressivement du *softporn* au *hardcore*, tandis que les participants aux jeux vidéo augmentent progressivement leur tolérance aux seuils de violence, et évoluent du simple amusement (*playing*) au jeu compétitif du type *gaming soft* puis au *gaming hardcore*, comme l'ont bien repéré les créateurs de ces jeux en ligne. Des comportements d'introversions et des désordres impulsifs et compulsifs peuvent se manifester alors, susceptibles de mener à la désocialisation, voire au dégoût du hors ligne.

L'addiction mène les jeunes à suspendre leur incrédulité, à en oublier d'activer les schèmes du comportement inhibant, qui permettent d'éviter les situations-pièges auxquelles peuvent mener les comportements à risque. Elle ne permet pas le report de la gratification immédiate en faveur d'une projection dans l'avenir. L'analyse du rapport coût-bénéfice qui privilégie les avantages à long terme semble court-circuitée au profit du seul court terme. Les contenus et comportements à risque révèlent des désordres du contrôle de soi et un manque d'équilibration, qui peuvent plonger durablement le jeune dans la régression cognitive.

Lorsqu'ils glorifient et banalisent à la fois les comportements de ce type, dont les conséquences sont durables dans la réalité, certains médias ou

programmes fonctionnent comme des métabloquants de l'inhibition aux schèmes dangereux. Ils transforment la curiosité et la prise de risque en gratification immédiate, sans projection sur les conséquences futures et irréversibles (associées à la maladie, à l'accident ou au handicap). La banalisation de ces comportements autodestructeurs et aberrants peut produire des effets contraires à l'intérêt individuel, en termes de prévisibilité et d'irréversibilité. Même si les pratiques addictives ne se transforment pas en comportements pathologiques qui nuisent au fonctionnement quotidien de l'individu devenu adulte, elles laissent des traces durables quoique bénignes, comme le simple fait, banal chez beaucoup de spectateurs, d'utiliser la télévision ou le jeu vidéo pour s'abrutir, pour oublier ses soucis de bureau ou de couple.

Les déplacements consécutifs à la panique sont paradoxaux car ils concernent la « culture jeune » dans la mondialisation et son instrumentalisation, ce qui vient ajouter des ondes d'interférence supplémentaires dans les fonctions de transmission, de participation et d'acculturation. Cette culture médiatique globale suscite l'engouement des jeunes car elle véhicule des images identitaires pour eux. Elle creuse le contraste entre l'image stigmatisante qui leur est accolée dans les médias d'information nationaux et l'aura dorée de la jeunesse dans les fictions internationales. Elle répond aux attentes qui ne sont pas remplies par les productions nationales, notamment en France, car elle établit plus de circulation entre culture haut de gamme et culture bas de gamme, plus de démocratisation de l'accès comme des contenus, plus d'attention aux jeunes qu'aux adultes, plus d'attention à l'avenir qu'au passé. Véhiculée par les États-Unis et les pays anglophones en général (Royaume-Uni, Australie, Canada), elle génère des modèles prospectifs, dans une aire culturelle où la jeunesse est valorisée... et cœur de cible. Elle est portée principalement par les genres musicaux (MTV), avec un relais secondaire par la télé-réalité (des programmes pour jeunes espoirs comme la « Star Academy ») et les réseaux sociaux (Facebook).

Cette utilisation des médias met à l'épreuve la fonction d'acculturation, à savoir le phénomène de modification des goûts, des usages et des valeurs qui apparaît dans le cas de cultures en contact. Elle vise un alignement et une mise en compatibilité de la culture cible sur les propositions de la culture dominante. C'est donc un processus profondément asymétrique, plus ou moins consenti selon le rapport coût-bénéfice

calculé par les parties visées, et qui tend à bénéficier en grande partie aux productions venant des États-Unis. Certains chercheurs comme Jacques Demorgon lui préfèrent le terme d'« interculturelation évolutive », pour lui ôter son caractère dissymétrique et tenir davantage compte du processus volontariste du contact et de l'adoption de comportements et de valeurs. Les contenus importés peuvent en effet être utilisés par les élites pour susciter l'affaiblissement ou l'adoption de certaines valeurs ; ils peuvent aussi être utilisés par les jeunes pour promouvoir une culture alternative. Tous ces phénomènes et ces logiques de positions ne sont d'ailleurs pas mutuellement exclusifs. Ils sollicitent des arbitrages constants chez les jeunes en plein processus d'équilibration interne...

L'acculturation met l'accent sur une situation en mutation, avec la présence concomitante de bribes culturelles américaines et de blocs de résistance du substrat culturel national, particulièrement à l'œuvre dans le phénomène de la panique-polémique. Elle induit des brouillages dans l'expérience identitaire, mettant en question l'attachement aux valeurs locales, ce qui n'est pas toujours vécu harmonieusement et peut être cause de dissension. La dissonance cognitive ne se produit pas seulement entre un filtre d'origine, imposé par la culture dominante, et un filtre d'arrivée érigé par la culture cible : il y a un rôle spécifique des médias, qui constituent un filtre intermédiaire et opèrent comme un véritable sas de transfert. C'est cette dimension de l'acculturation médiatique, dans sa spécificité de situation de communication, qui inscrit le processus dans une historicité complexe et dans une géopolitique où les États-Unis ont tout à gagner.

Trois filtres d'acculturation sont donc en jeu dans la culture jeune :

- le premier filtre en production tente de promouvoir, en lui retirant toute dimension anxiogène, une matrice d'origine anglo-américaine, autour de valeurs de base comme l'individualisme, la concurrence, le profit et le présentisme ;
- le deuxième filtre intermédiaire agit comme un « sas » de transfert qui vise à l'acceptation populaire des dispositifs audiovisuels commerciaux (plutôt que de service public) ;
- le troisième filtre en réception s'applique à interpréter les valeurs transmises par les médias et à évaluer leur impact sur la socialisation des jeunes. Les réactions à ces divers filtres permettent de suivre les attitudes de compensation et de résilience que diverses cultures peuvent déve-

lopper par le biais de leurs communautés d'interprétation. Tamar Liebes et Elihu Katz, à propos de l'exportation de la série « Dallas » en Israël, ont proposé une typologie des résistances, avec quatre stratégies principales selon l'origine sociale et politique des publics interrogés : morale, idéologique, esthétique ou ludique. Elles ne sont pas sans évoquer les arguments échangés lors de la phase de Débat et de dilemme éthique dans les paniques-polémiques, lesquelles s'avèrent avoir un substrat cosmopolitique profond. Elles font partie du répertoire de stratégies protestataires propre à chaque pays et légitimé par son histoire. À l'échelle internationale, les échelles d'engagement, revisitées par l'acculturation, confirment bien la présence des deux niveaux d'interaction : une *interaction de premier degré* où la représentation affecte le public-cible ; une *interaction de second degré* où le public-cible peut la modifier en retour par l'interprétation locale des schèmes dangereux et des situations-pièges, ce qui peut donner des phénomènes de résilience comme les paniques, dans leur nature cosmopolitique.

Bibliographie

- BERRY, J. W. 1987. « The assessment of acculturation », dans W.J.Lonner, J.W. Berry (sous la direction de), *Field Methods in Cross-Cultural Research*, Londres, Sage.
- BOYER, H. ; LOCHARD, G. 1998. *Scènes de télévision en banlieues*, Paris, INA-L'Harmattan.
- BRISSET, C. 2002. *Les enfants face aux images et aux messages violents diffusés par les différents supports de communication*, rapport au garde des Sceaux, Paris, ministère de la Justice.
- CEFAÏ, D. 1996. « La construction des problèmes publics, définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, n° 75.
- CHARAUDEAU, P. ; LOCHARD, G. ; SOULAGES, J.-C. ; FERNANDEZ, M. ; CROLL, A. 2004. *La télévision et la guerre, déformation ou construction de la réalité ?*, Paris, INA-De Boeck.
- CHARVET, D. 2001. *Jeunes et politiques publiques : le devoir d'avenir*, rapport Commissariat général au Plan, Paris, La Documentation française.
- Commission européenne. 2007. *Safer Internet for Children. Qualitative study in 29 European Countries*, Bruxelles, Directeurat général sur la société de l'information et les médias, mai.

- Conseil de l'Europe. 2006. *Building a Europe for and with Young People*, rapport préparatoire des enfants et des jeunes à la conférence internationale « Promotion of children's rights, awareness rising and information : designing a european strategy », Monaco, 1-3 avril 2006, Strasbourg.
- DAYAN, D. 1992. « Les mystères de la réception », *Le Débat*, n° 71, septembre-octobre.
- DEVEREUX, G. 1972. *Ethnopsychanalyse complémentariste*, Paris, Flammarion.
- DEMORGON, J. 1996. *Complexité des cultures et de l'interculturel*, Paris, Anthropos.
- DROUET, M. 2003. *La Jeunesse, une arlésienne télégénique ?*, Paris, L'Harmattan.
- DUBET, F. 1987. *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard.
- ERIKSON, E. 1968. *Identity, Youth and Crisis*, New York, Norton.
- FISKE, J. 1989. *Understanding Popular Culture*, Boston, Unwyn-Hyman.
- FIZE, M. 2003. *Ne m'appellez plus jamais crise*, Toulouse, érès.
- FRAU-MEIGS, D. 2001. « L'acculturation : entre décodage et recodage », dans P. Frémont et E. Bevort (sous la direction de), *Médias, violence et éducation*, Paris, Clemi.
- FRAU-MEIGS, D. 2002. « Exception culturelle, politiques nationales et mondialisation : enjeux de démocratisation et de promotion du contemporain », *Quaderns del CAC*, n° 14 (septembre-décembre), p. 19-28.
- FRAU-MEIGS, D. 2003. « Les goûts des jeunes », *Agora*, n° 31, p. 132-146.
- FRAU-MEIGS, D. 2006. « "Big Brother" and Reality TV in Europe – Towards a theory of situated acculturation by the media », *European Journal of Communication*, n° 21, mars, p. 33-56.
- GALLAND, O. 2002. « Portrait sociologique de la jeunesse française », *Les jeunes de 1950 à 2000*, Paris, INJEP.
- GONNET, J. 2003. *Les médias et la curiosité du monde*, Paris, PUF.
- GUSFIELD, J. R. 1989. « Constructing the ownership of social problems : Fun and profit in the welfare state », *Social Problems*, 36, 5.
- HALL, E.T. 1979. *Au-delà de la culture*, Paris, Le Seuil.
- HUERRE, P. ; CAMILLERI, G. 1999. *La préadolescence : un signe des temps*, Paris, Lecture Jeune.
- JEAMMET, P. 2004. *Adolescences. Repères pour les parents et les professionnels*, Paris, Éditions La Découverte.
- KUNSTLER, J. 1996. *Home from Nowhere : Remaking Our Everyday World for the Twenty-First Century*, New York, Simon and Schuster.
- LADMIRAL, J.-R. ; LIPIANSKY, E.-M. 1991. *La communication interculturelle*, Paris, Colin.
- LASCH, C. 1979. *The Culture of Narcissism*, New York, Norton.

- LEMIEUX, C. 2000. *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié.
- LIEBES, T. ; KATZ, E. 1990. *The Export of Meaning : Cross-Cultural Readings of Dallas*, New York, OUP.
- LOCHARD, G. 1995. « La parole du téléspectateur dans le reportage télévisuel, du témoignage à l'interpellation », dans J.P. Esquenazi (sous la direction de), *La télévision et ses téléspectateurs*, Paris, L'Harmattan.
- MAUGER, G. 1995. « Formes et fonctions des discours sociaux sur la jeunesse : la jeunesse mauvais objet », *Recherches et Prévisions*, 40, p. 19-36.
- MCANANY, E. 1986. « Cultural industries in international perspectives : convergence or conflict », dans B. Dervin et M. Voigt (sous la direction de), *Progress in Communication Sciences*, vol. 7, Norwood, New York, Ablex.
- O'CONNELL, R. ; BRYCE, J. 2006. *Young People, Well-Being and Risk on-Line*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, Media Division.
- PRIEST, P. 1995. *Public Intimacies. Talk Show Participants and Tell-All tv*, Crosskill, New York, Hampton Press.
- PUTNAM, R. 2000. *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster.
- ROUQUETTE, S. 2001. *L'impopulaire télévision populaire*, Paris, L'Harmattan.
- ROUQUETTE, S. 2002. « Les logiques de l'anonymat », *Médiamorphoses*, 5, juin.
- SALOMON, G. 1985. « The study of television in a cross-cultural context », *Journal of Cross-Cultural Psychology*, 16, p. 381-397.
- SALOMON, G. 1993. *Distributed Cognitions : Psychological and Educational Considerations*, Cambridge, Cambridge UP.
- SINGLY, F. (de). 1996. *Le soi, le couple et la famille*, Paris, Nathan.
- SULLOWAY, F. 1996. *Born to Rebel*, New York, Pantheon.
- TAYLOR, C. 1989. *Sources of the Self : The Making of Modern Identity*, Cambridge, Harvard UP.

